

# KHADIJA MOSHEN-FINAN

## Responsable du programme Maghreb à l'IFRI

Cet atelier s'est organisé autour des questions posées au Prince Turki Al Faysal. Elles ont porté sur l'intitulé même de la table ronde, c'est-à-dire les espoirs que peuvent susciter les pays du Golfe. Les questions ont également porté sur les conditions sociales des ressortissants de ces pays, de même que celles des populations qui y vivent, les droits de l'homme et le statut de la femme, la manière dont l'Arabie Saoudite observe le leadership américain, le conflit israélo-palestinien et enfin le rôle des pays tiers de la région.

L'expression « Arc d'espoir » s'oppose à celle d' « Arc de crise » que constituent des pays comme l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan.

Pour le Prince Turki Al Faysal, il est légitime de parler d'espoir compte tenu des réformes engagées par ces pays : élections au Koweït, réformes politiques à Bahreïn, élections municipales en Arabie Saoudite. Il précise que ces réformes sont conduites sans violence mais reconfigurent néanmoins la région au plan politique.

Pour les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et le Qatar sont d'abord perçus comme des producteurs d'hydrocarbures, on voit donc naître une diplomatie du Golfe.

Cet espoir est également perçu par les pays occidentaux en ces temps de crise financière car ils attendent beaucoup des fonds souverains.

### *Conditions sociales et moyens de contenir l'explosion sociale*

Pour le Prince, les risques d'explosion sociale sont à écarter dans la mesure où l'Etat est généreux. En Arabie, par exemple, l'école est gratuite ainsi que les soins médicaux.

Pour Bassma Kodmani, s'il n'y a pas de risque d'explosion sociale, il y a néanmoins un nouveau discours social. Ce discours sur la pauvreté et sur les défavorisés nous permet de découvrir toute une tranche de la population dont on ne parlait pas. Ce discours relatif à la pauvreté correspondait à la volonté du roi de sensibiliser les nantis. Pour autant, poursuit Bassma Kodmani, le risque d'une explosion sociale n'est pas à écarter totalement dans la mesure où les populations étrangères peuvent être à l'origine de soulèvements. Indiens et Iraniens ne cessent d'augmenter dans les pays du Golfe, sans trouver réellement leur place dans ces sociétés. Se pose alors inévitablement la question des droits sociaux et, à plus long terme, celle de la citoyenneté. Fondamentalement, nous sommes en mesure de nous demander si ces pays ont la capacité de concilier des économies libérales et la reconnaissance de leur diversité ethnique et culturelle.

### *Droits de l'homme et place de la femme dans la société*

L'Arabie Saoudite a opéré des réformes ces dernières années, en reconnaissant certains droits, en révisant la Constitution en 1993, et en mettant en place un conseil consultatif. Toutefois, ce pays n'entend pas se démocratiser rapidement. Compte tenu de l'importance des forces conservatrices et notamment de l'establishment religieux Wahhabite, l'évolution doit nécessairement se faire par étape, en intégrant les valeurs religieuses. Les réformes ne se feront pas par l'instauration de la laïcité.

Progressivement, les femmes participeront à la vie publique, cela se fera naturellement grâce à l'éducation. Aujourd'hui, les femmes représentent 55 % des enseignants du supérieur même si ce pourcentage ne correspond qu'à 10 % de la population active.

### *Leadership américain et rôle des pays tiers*

Pour le Prince, Washington et l'Arabie Saoudite doivent nécessairement réfléchir à trouver une issue aux crises et aux tensions qui sévissent au Moyen-Orient et, en particulier, le conflit israélo-palestinien. Mais leur diplomatie doit prendre en compte les changements observables dans les relations internationales avec l'émergence d'acteurs importants comme la Chine et la Russie. Il faut concevoir ensemble un monde plus juste et cesser de dicter un point de vue occidental qui a valeur de norme. Des pays, comme la Syrie ou l'Iran, pourraient jouer un rôle dans l'entreprise d'apaisement des conflits moyen-orientaux. Ils pourraient prendre part au dialogue en essayant par exemple, comme le suggère Christophe Boltanski, de réconcilier les protagonistes du conflit israélo-palestinien. Toutefois, il faudrait préalablement définir les conditions du dialogue.

En ce qui concerne l'Iran, le Prince précise que l'attitude des pays du Golfe n'est pas unanime. Certains Etats considèrent que l'Iran constitue une menace et d'autres souhaitent trouver les termes d'une politique de voisinage.